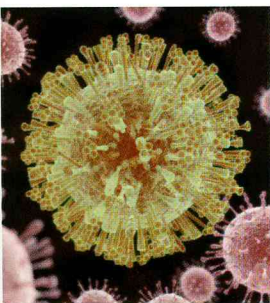


en <<
>> bref**Zika : impact confirmé sur le tourisme**

Le Syndicat national des agences de voyages (Snav) a livré, fin février, son habituel baromètre mensuel sur les réservations touristiques. Aux Antilles, le résultat est sans appel : une baisse de 22% du nombre des réservations pour le mois de janvier, "probablement en lien avec la présence du virus zika dans la zone." Pourtant, 2016 s'annonçait sous les meilleurs auspices, selon les chiffres de fréquentation touristique publiés par le CTIG, l'aéroport Pôle Caraïbes ou le Grand Port maritime. Richard Soubielle, le vice-président du Snav, a toutefois précisé à l'AFP que "les départs effectifs" vers les Antilles en janvier "n'ont pas été affectés" (en hausse de 11%).

**Relever les défis du développement**

"La mondialisation, l'interconnectivité, l'économie de masse ont relégué au passé l'économie de comptoir ou de rente. Nos collectivités sont désormais des économies modernes et complexes. Les conséquences dramatiques de ces bouleversements planétaires se font ressentir de manière plus cruciale dans nos DOM, avec un taux de chômage de plus de deux fois et demi celui de l'Hexagone, jusqu'à un record historique dépassant les 50% chez les jeunes. [...] Relever les défis du développement dans ce contexte difficile, ne peut être le seul fait de la puissance publique.



© DANIEL ROLLÉ

Il revient désormais à l'entreprise de créer les emplois durables nécessaires. Les entreprises doivent sortir du champ de leur action traditionnelle, pour prendre toute leur part dans cette bataille pour l'emploi." Extraits de la déclaration de Bruno Blandin à la tribune du séminaire Ude-Medef / Fedom au CWTC de Jarry, le 26 février.

[Fedom-Ude Medef]

Égalité réelle : la voie des entreprises

Le 26 février, la Fédération des entreprises d'Outre-mer (Fedom) et l'Union des entreprises (Ude) Medef de Guadeloupe ont révélé les grandes lignes de leur "Projet de développement économique des DOM". Avec un objectif prioritaire : relever les défis de l'emploi dans les Outre-mer.

Dans un contexte économique durablement atone, où "les capacités financières de l'État et des collectivités locales sont durablement atteintes", l'Ude-Medef et la Fedom s'accordent à considérer comme "indispensable d'être en mesure de créer davantage d'emplois privés." D'où l'importance d'une nouvelle stratégie de développement portée par les entreprises domiennes. La déclaration liminaire du dossier de présentation de leur Projet collectif l'atteste : "le monde entrepreneurial ne constitue que l'un des acteurs, avec les pouvoirs publics, étatiques et locaux [de ce développement], mais il entend assumer pleinement son rôle citoyen." En ligne de mire, "un objectif commun, légitime et réaliste : l'égalité économique réelle" entre les Outre-mer et l'Hexagone. Et plus précisément, le rattrapage urgent des standards hexagonaux en matière de PIB par habitant – "l'écart est encore de 41%" – et en matière de chômage – "l'écart est encore de



© DANIEL ROLLÉ

1 à 2,5". Pour ce faire, un véritable "choc de simplification" des procédures réglementaires complexes est nécessaire, "afin de libérer les énergies." Outre la valorisation des productions et savoir-faire locaux, les moyens d'action à mettre en œuvre sont multiples, tous déclinés dans ce fameux Projet de développement économique (cf. *Nouvelles Semaines* n°296). "La structuration, l'organisation des filières, la cohérence des actions constituent la base pour réussir. Le tourisme, la mer et les services sont des locomotives qui entraîneront les autres secteurs vers la création d'emploi dans les Outre-mer."

Marasme "domien" : les chiffres

La situation critique des DOM sur le marché de l'emploi s'affiche en chiffres, déclinés par la Fedom et l'Ude-Medef lors de leur récent séminaire restituant les travaux des ateliers alimentés par leurs mandants des DOM : 270 000 chômeurs de catégorie A fin 2015, 7% du total national pour 3,2% de la population française. Avec un paradoxe ultramarin signifiant, tout de même : sur la dernière décennie, les économies locales ont créé 11 fois plus d'emplois privés que dans l'Hexagone... alors même que, dans les quatre DOM "historiques", le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues (335 000) dépasse celui des salariés du secteur concurrentiel (321 000).